



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Renouveau-des-luttes-ouvrieres-au-Chili>

# Renouveau des luttes ouvrières au Chili

- International -



Date de mise en ligne : mardi 28 août 2007

---

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

---

**SANTIAGO - La photo publiée le jour de la fin de la grève vaut mille mots. Sur le podium, à droite une demi-douzaine d'hommes en veston cravate, à gauche la vingtaine de représentants syndicaux en vêtements de rue. En soi, cette séance de signature multipartite était une immense victoire.**

Les grévistes ont forcé, après 38 jours de grève, tous les "sous-traitants" de la compagnie minière étatique Codelco à s'asseoir à une table de négociation unique. Employées d'entretien et des cuisines, mécaniciens, camionneurs et journaliers du Nord et du Centre du pays : ils ont surmonté les divisions imposées par la sous-traitance et réussi à imposer une seule négociation collective. Et ils ont obtenu victoire !

### « La grève est-elle utile ? »

Il y a quelques années, la question aurait encore été débattue chez plusieurs travailleuses et travailleurs chiliens. Ce pays d'Amérique latine bénéficie d'une croissance économique enviable, mais la majorité des salariées sont loin de toucher à la richesse produite dans le pays. Le code du travail, hérité de la dictature, entrave la syndicalisation et la négociation collective. Dans plusieurs cas, l'employeur contourne les unités syndicales présentes dans son entreprise et négocie directement avec des travailleurs non-syndiqués. Favorisé par la législation laxiste en la matière, le recours à la sous-traitance est massif dans tous les secteurs. Tant et si bien que le taux de syndicalisation dans ce pays du cône Sud atteint à peine 11%. Toutefois, on estime que ce chiffre tombe à 6% en comptant uniquement les entreprises où il y a monopole de la négociation collective par le syndicat. De plus, plus de 35% de la population (la moitié des salariées) travaille sans aucune protection sociale ou simplement sans contrat de travail. Dans ce contexte, la grève a perdu son blason d'antan, remplacée par les stratégies individuelles pour affronter la pauvreté.

Mais des grèves récentes sont venues changer le regard porté sur l'action collective et syndicale. Au mois de mai, la compagnie forestière Arauco, contrôlée par le milliardaire Anacleto Angelini, l'un des hommes les plus riches du pays, a été au prise avec une grève féroce dans le Sud du pays. Les bas salaires font loi dans l'industrie forestière. La subdivision de la production en petites entreprises met en compétition les travailleurs forestiers, obligeant le revenu lié à la production et les longues heures de travail. Les grévistes d'Arauco ont adopté la stratégie d'une lutte intersectorielle et régionale, renforcée par des blocages de route. Les barricades ont toutefois été durement réprimées par les carabiniers (police chilienne). L'action policière a entraîné la mort du travailleur Rodrigo Cisternas, âgé de 26 ans et père de famille. Toutefois, la lutte acharnée a permis d'obtenir une augmentation salariale pour 10 000 bûcherons et camionneurs de 86 compagnies sous-traitantes de la forestière Arauco.

Puis au mois de juillet, c'est au tour des employées de Codelco d'entrer dans le bal. Codelco est la principale productrice de cuivre au monde, née d'une nationalisation sous le gouvernement de l'Unité populaire en 1971. En 2006, la compagnie a rapporté 3,8 milliards \$US. Si les ouvriers employés par la compagnie sont les mieux payés du pays, le sort est bien différent pour les centaines d'employés des compagnies sous-traitantes de Codelco. La Confédération des travailleurs du cuivre (CTC), créée il y a quelques mois, a donné l'unité qu'il manquait à ces travailleurs et travailleuses précaires. Cela a permis à près de 20 000 salariées, la plupart non-syndiqués, d'obtenir un rapport de force et court-circuiter leurs patrons sous-traitants. La compagnie étatique, perturbée par les arrêts de travail, n'a eu d'autres choix que d'intervenir pour fixer les conditions de travail.

Ces deux grèves importantes représentent une tendance dans plusieurs branches de l'économie : une négociation

*de fait* qui remplace les unités syndicales "légales". Ces événements ont également relancé le débat social sur les conditions de travail dans le pays.

## La résurgence des débats sociaux ?

Alors que le conflit chez Codelco menait dans un cul-de-sac à la mi-juillet, l'évêque de Rancagua, Mgr Alejandro Goic, est intervenu comme médiateur. Il a donné une importante légitimité aux demandes des travailleuses et des travailleurs. Par la suite, Mgr Goic a récolté les sermons économicistes des élites patronales lorsqu'il a osé plaider pour l'établissement d'un "salaire éthique". Cette déclaration a fait exploser le débat sur le salaire minimum, qui est d'environ 300\$ par mois. Aujourd'hui un dirigeant d'entreprise gagne en moyenne 30 fois le salaire d'un travailleur. Ratio qui est de 8 pour 1 en Europe.

Pour la première fois depuis longtemps, la Centrale unitaire des travailleurs (CUT) a brisé son attitude corporatiste et consensualiste. Pressée par la montée des luttes, elle appelle à une journée de mobilisation sur des revendications sociales, le 29 mars prochain. Un salaire minimum juste, la limitation de la sous-traitance, une réforme des pensions, la santé gratuite et un nouveau système d'éducation, bref "Non au néolibéralisme !" est le mot d'ordre de la manifestation nationale.

La réponse à la question a donc été répondue par les faits : la grève est utile non pas quand elle respecte la "légalité", mais lorsqu'elle impose ses conditions aux patrons.